ICANN78 | Réunion générale annuelle – Séance conjointe : ALAC et SSAC
Dimanche 22 octobre 2023 – 1h15 à 2h30 HAM

YESIM SAGLAM: Bonjour, je suis responsable de la participation à distance pour cette séance. La séance sera enregistrée et sera régie par les normes de comportement de l'ICANN. Pendant cette séance les questions et commentaires envoyés dans le chat ne seront lus à voix haute que s'ils sont rédigés selon la formulation acceptée.

L'interprétation inclura l'anglais, le français et l'espagnol. Veuillez cliquer sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionner la langue dans laquelle vous souhaitez écouter la séance.

Si vous souhaitez intervenir, levez la main dans la salle Zoom et vous pourrez mettre en marche votre micro quand le modérateur dira votre nom. Sélectionnez la langue dans laquelle vous allez parler s'il ne s'agit pas de l'anglais. Dites votre nom. Lorsque vous parlerez, n'oubliez pas d'éteindre les autres notifications. Parlez clairement et à un rythme raisonnable pour permettre une bonne interprétation de vos propos.

Cette séance inclut une transcription en temps réel qui ne fait pas autorité et n'est pas officielle.

Pour assurer la transparence de la participation au modèle multipartite de l'ICANN, nous vous demandons de vous inscrire dans les séances en

utilisant votre nom et prénom. Vous serez éventuellement retiré de la séance à défaut.

Je cède la parole à Jonathan Zuck, président de l'ALAC. Merci.

JONATHAN ZUCK: [Non traduit – anglais] J'espère que cette fois-ci ce sera similaire aux anciennes réunions, nous allons parler de la prochaine série et nous avons ce que nous appelons le loop At-Large, la boucle, c'est une expérience. Nous essayons d'analyser notre engagement vis-à-vis de nos membres et des utilisateurs finaux sur les thématiques dont nous avons discuté lors de la dernière réunion, il s'agit du DNSSEC. Je voulais m'assurer que M. Crocker soit là afin de faire passer un message qui soit utile et bien sûr partager les messages à travers les réseaux. Beaucoup de sujets à évoquer.

ROD RASMUSSEN: Merci à tous, merci à l'ALAC de son invitation. Jonathan et moi collaborons beaucoup lorsque nous nous retrouvons en tant que présidents, nous sommes souvent alignés. C'est un plaisir pour moi d'être ici, je suis heureux de savoir que nous allons pouvoir discuter de points techniques assez intéressants. Et nous allons aussi mentionner des capacités de sensibilisation. La dernière fois nous en avons parlé et nous espérons partager ces documents et publications à travers votre réseau. Nous avons trois documents qui vont être déployés dans les mois à venir. Nous espérons qu'ils ne seront pas publiés tous le même jour.

Certains de ces documents ont été prépartagés, les premiers jets, avec plusieurs membres. Et à SSAC nous travaillons sur la transparence et durant cette réunion beaucoup de nos sessions sont ouvertes. Ce n'était pas comme cela dans le passé. Allez voir le calendrier de la réunion. Ces réunions sont ouvertes et vous pouvez participer. C'est nouveau, nous essayons de préparer des documents et de les étudier au préalable afin de publier des documents plus concis et étudier les commentaires que nous recevons d'autres communautés. Donc peut-être, comme vous le savez, il y a toujours de la communication en coulisse, mais nous allons essayer de faire cela plus puisque c'est très utile. Donc nous allons essayer de trouver des manières de partager les messages à travers la communauté en général.

JONATHAN ZUCK: Très bien, vous voulez bien partager les informations puisque vous avez ouvert ces réunions, c'est de la croissance, c'est bien. Donc le premier point de l'ordre du jour est consacré au renforcement de capacité au sujet du DNSSEC.

Nous en avons parlé durant la dernière réunion, nous travaillons maintenant sur la manière de gérer un genre de campagne de distribution d'informations ou de feedback. C'est ce qu'on a appelé la boucle d'At-Large, nous essayons d'expérimenter avec ces outils à disposition pour transmettre à la communication et pour recevoir aussi les rétroactions surtout lorsqu'il s'agit d'élaboration de politique, pour que tout le monde soit inclus dans le processus, nous essayons de mettre un système en place, la boucle de l'At-Large ? Nous avons fait quelque chose de similaire lors de la journée de l'UA, nous avons fait une

journée sur l'hameçonnage, nous avons parlé des outils déployés par certaines des parties prenantes, ces outils liés aux hameçonnages, expérimentation au niveau des activités de mobilisation. Nous avons aussi discuté du DNSSEC.

Et l'enjeu, sur cette thématique, est de pouvoir partager des messages, des informations plus compréhensibles pour qu'on puisse aller plus loin dans la communauté, partager ces messages.

Tout le monde nous a dit : le maitre pour cela c'est Steve Crocker, nous voulions nous assurer qu'il soit là pour discuter avec lui sur les objectifs que l'on pourrait mettre en place, parce que parfois il nous faut parler au niveau de nos affaires ou avec nos employeurs, et on peut rapporter le message de comment fonctionne le DNSSEC et quel est son rôle.

STEVE CROCKER: Je vais rendre les choses plus intéressantes pour vous. Une des leçons que j'ai apprise à l'école, lorsque nous avions un test à l'oral, si on ne pouvait pas répondre à la question, on cherchait une nouvelle question et on essayait d'y répondre.

Moi j'ai une autre thématique que je voulais évoquer, mais je vais aussi parler du DNSSEC, ne vous inquiétez pas.

Je vais parler du DNSSEC pendant une minute et ensuite je vais parler d'autre chose.

Il y a à peu près 30 ans, cela fait longtemps donc, incroyable, il y avait une attaque qui avait été découverte sur le DNS. C'était l'empoisonnement de cache, on avait cela comme ça à l'époque.

Quelqu'un pouvait donc insérer dans le réseau une réponse à une demande, une requête, et outre passer la réponse quand elle revenait. Donc frauder la question afin qu'elle aille au mauvais endroit.

Certains d'entre nous avaient documenté ceci, nous avions aussi lancé un logiciel et en fait on s'était rendu compte que c'était très efficace.

Donc à l'époque j'étais vice-président d'une petite entreprise spécialisée qui se focalisait sur la sécurité des réseaux et mon ami, Vint Cerf – qui était très connecté à l'époque – m'a appelé en me disant qu'ils avaient in problème. Et il semblait que cette attaque avait été démontrée par quelqu'un au centre des supers ordinateurs de San Diego et le directeur de ce centre de supers ordinateurs était connecté à haut niveau avec de l'administration et du gouvernement américain. Tout cela se posait à haut niveau et cela posait des problèmes. Rapidement nous avons formulé un problème de recherche pour essayer de rajouter une certaine sécurité au DNS. Cela a pris 10 ans, bien sûr, parce que c'était très compliqué et complexe, il y avait différents points de vue, etc.

Donc la saga du DNSSEC dure depuis très longtemps. Nous avons eu beaucoup d'obstacles et un de ces obstacles qui a été fermenté par cette communauté, c'était à savoir si la racine devait être signée ou pas.

Le département du commerce était très hésitant depuis des années. Cela s'est produit il y a longtemps puisque la racine a été signée en 2010. Donc cela fait une décennie que ceci est sous contrôle.

Comment faisons-nous cela ? Vous devez mesurer deux éléments et vous devez mesurer le premier élément avec deux méthodes. Il y a la

mise en œuvre de la sécurité DNS, il y a aussi la signature et la validation de la signature. Du côté de la signature, ICANN avait un règlement pendant longtemps, ils devaient être signés et permettre un enregistrement de la part des opérateurs. Et les ccTLD qui sont arrivés assez rapidement et dans un sens ces signatures se sont très bien passés au premier niveau. Mais, au-delà, cela ne s'est pas trop bien passé. Mais il y avait encore des lacunes.

Du côté de la validation, il y a des problèmes beaucoup plus conséquents, il y a moins de validations, moins de réponses qui sont signées, donc moins de vérifications.

Voilà la première chose que l'on peut mesurer ou examiner.

Dans ce sens, pourquoi tout cela compte-t-il ?

C'est une question compliquée, il n'y a pas eu de cas d'empoisonnement de cache, il y a eu d'autres problèmes de sécurité, sous d'autres formes, sous des formes d'utilisations malveillantes.

Alors que nous essayons d'avancer, et je parlerai de cette campagne de DNSSEC tout à l'heure, nous commençons à entendre maintenant des experts raisonnables et sensibles qui nous disent : nous travaillons durement depuis longtemps, nous devrions prendre une pause et savoir où nous allons aller à l'avenir, les gouvernements devraient aider à ce processus, toutes les réponses signées, toutes les validations faites seraient l'objectif, mais nous n'en sommes pas encore là. À savoir que toutes ces étapes sont utiles, est-ce qu'il y a un point intermédiaire où les choses importantes pourraient être signées et validées et le reste

pourrait continuer ainsi. Il y a des technologies comme le HTTPS et d'autres qui sont utilisées.

Donc voilà, peut-être verrez-vous cela comme des points négatifs, vous allez peut-être dire bon, c'est raisonnable, c'est la vie, l'internet c'est quelque chose important, il y a beaucoup de forces en concurrence au sein de l'internet, mais malgré tout il nous faut nous focaliser sur les avancements que nous avons mis en œuvre. Certains d'entre nous se sont focalisés sur les parties non automatisées dans le système, ces parties qui devraient être automatisées pour rendre les choses plus faciles à gérer.

Nous essayons de pousser ces idées avec me collègues, je parle ici du DNSSEC et de ses applications à travers tout le système.

Comme vous le savez il y a un groupe de travail DNSSEC qui a lieu à chacune des réunions ICANN, je pense qu'il y en aura une mercredi, et dans ces ateliers de travail mes collègues gèrent un panel qui se concentre sur l'automatisation du processus de provisionnement, quand trouver les bonnes données au bon moment.

Cela fait partie du système du DNS sur lequel on ne prête pas autant attention. Ce panel en est à la phase 12, cela fait donc 12 ans que nous travaillons sur cela et nous faisons le suivi des progrès. Nous mettons en œuvre ce panel à un niveau expert.

Vous pouvez toujours envoyer un de vos membres afin qu'il puisse participer vous partager des informations.

Un des aspects correspond à ce qu'on appelle les données DS, les sécurités publiques. Ce sont des signatures qui partent de la racine et qui vont jusqu'au node principal ou supérieur de l'arbre, si on peut dire.

Quand la zone enfant est signée, il y a un DS reccord qui va être créé au niveau parent et s'il y a un changement, parce qu'il y a souvent des changements qui ont lieu, quand il s'agit de la signature de clef, cela est normal, il doit y avoir un processus de mise à jour. Cela fonctionne très bien si le fournisseur de DNS fait partie de l'opérateur, l'opérateur a donc des systèmes internes. Ce sont des méthodes communes, mais pas universelles.

Pour beaucoup de personnes, les services DNSSEC sont gérés par des parties tierces ou par le bureau d'enregistrement. Parfois les informations ne sont pas communiquées.

Si la clef est signée dans la zone enfant, qu'il n'y a pas de chaine qui va jusqu'à la zone parent, cette chaine est brisée, donc personne ne sait si la signature est correcte et donc les données vont revenir comme quoi la chaine est brisée, cela cause beaucoup de problèmes et de perturbations.

Donc automatiser tout cela a été un élément clef et le SSAC a travaillé sur cela. Un rapport est en cours. Il y a aussi des progrès au niveau de la communauté CC et pas seulement dans la communauté gTLD. Donc on voulait mettre en lumière le travail fait au niveau de la communauté des extensions géographiques. Il y a des interactions dans l'espace gTLD soulevées par des règlementations commerciales ou des pratiques commerciales qui sont très spécifiques à la communauté gTLD.

Les bureaux d'enregistrement pendant très longtemps au sein du gTLD avaient une attitude assez importante. Ainsi les bureaux d'enregistrement ne pouvaient pas communiquer directement avec les titulaires de noms de domaine.

Il ne fallait pas toucher les clients. Donc nous avons eu des problèmes techniques, des informations possédées par le client et communiquées à la zone parent et ainsi cela pouvait passer par le bureau d'enregistrement ou autour de lui, mais on ne savait qui allait faire quoi ni comment et on ne savait pas s'il y allait y avoir des problèmes. Il y avait des exigences techniques et de meilleures pratiques commerciales qui étaient nécessaires. La communication jusqu'à la zone parent n'était pas considérée comme une manière de voler des clients.

Voilà, tout cela était très complexe. Nous en sommes là, nous essayons de rédiger tout cela et de décrire un peu l'état des lieux, à savoir quel est le travail technique qui doit être fait.

S'agissant de la campagne, il serait bien de mettre le DNSSEC en lumière et nous pouvons continuer à travailler sur cela. La campagne, et bien je n'y ai pas trop pensé, mais on sait que l'on veut se focaliser sur les utilisateurs finaux ou sur les titulaires de noms de domaine, ou va-t-on se focaliser sur les bureaux d'enregistrement afin que tout cela fonctionne bien à tous les niveaux.

Donc cette question reste en plan, si on peut dire.

Maintenant je vais passer au sujet surprise que je vous avais promis. J'ai passé beaucoup de temps sur cela depuis que j'ai quitté le conseil d'administration et il s'agit de la situation du WHOIS. Le WHOIS était

brisé depuis des années et cela continue. Je vais le dire tout simplement, les efforts courants dans le processus d'élaboration de politique, qu'il s'agisse du côté stratégique au niveau des spécifications temporaires, etc., et aussi au niveau des enregistrements, des demandes de services d'enregistrement, tout cela reflète les inquiétudes car il y a des risques pour les bureaux d'enregistrement et peut-être pour les opérateurs de registre.

Cette situation, à mon avis, reflète qu'il n'y a aucune attention ou support qui a été apporté du côté du demandeur. Nous sommes ici à l'ALAC et c'est le bon endroit, l'endroit parfait pour parler de ces inquiétudes. Il est très important de protéger la confidentialité des enregistrements, de protéger la viabilité des données des titulaires de données.

Mais il y a une autre inquiétude. Vous savez, ces données sont utiles pour beaucoup d'objectifs légitimes, pour la recherche, pour les forces de l'ordre, pour la propriété intellectuelle, pour le combat contre la fraude, etc. Et cela rajoute beaucoup de complexité dans la conception du système technique et des processus commerciaux et toute autre pratique, de la gouvernance, etc., pour que tout cela fonctionne bien.

Donc je vous le dis très franchement, c'est assez gênant d'être dans un environnement basé sur l'internet et je pense qu'on pourrait faire beaucoup mieux. Si nous allons avoir une campagne, avec les personnes qui ont besoin des données, qui utilisent les données et qui adhèrent à certains processus, qui respectent ces processus, qui indiquent qui ils sont, qui sont responsables, selon moi – et je suis dans ces réunions

depuis des années – ces personnes ne sont pas bien représentées. Donc si on a une campagne, je crois qu'il faut commencer avec cela.

JONATHAN ZUCK: Oui, et bien, vous nous avez fait dérailler un peu de notre sujet, mais je crois que ce problème de WHOIS, de l'accessibilité des données, c'est quelque chose dont on parle à At-Large, beaucoup. Donc ce n'est pas si choquant que cela. Alan Greenberg, qui est présent, connait bien ces questions et Hadia a participé au PDP qui s'est éteint par lui-même.

Donc je crois que nous sommes alignés avec vos préoccupations et nous sommes très heureux d'avoir une conversation à ce sujet. Ce n'est peut-être pas une conversation SSAC, mais à quoi ressemblerait, donc, une campagne sur ce sujet ?

Je ne sais pas exactement quels sont les points de pression, comment avancer pour ce genre de campagne et pour le moment on parle de faire en sorte que les personnes effectuant des demandes utilisent à bon escient le système et voir si ce système concernant les données d'enregistrement était nécessaire.

On va mobiliser les personnes utilisant les requêtes à utiliser ce système. Mais, selon vous, comment on pourrait être efficace avec une campagne d'information basée sur les utilisateurs finaux ? À quoi cela ressemblerait ?

STEVE CROCKER: Tout d'abord, je crois qu'il faut utiliser les bons termes, je crois que c'est un développement de processus qui sont permanents et extrêmement longs.

Ce que j'ai observé c'est que le processus de consensus dans ces groupes de travail et au conseil de la GNSO ont permis de faire entendre certaines voix, y compris les vôtres, vous avez exprimé différents besoins qui n'ont pas été pris en compte. On a déclaré qu'il y avait un consensus alors que ce n'était pas véritable.

Donc premièrement il y a une question structurelle et deuxièmement les parties contractantes sont beaucoup mieux organisées, sont très persistantes et cohérentes.

JONATHAN ZUCK : Vous n'avez pas encore rencontré Alan et Hadia ?

STEVE CROCKER: Non, je respecte tout le monde, je connais Alan depuis très longtemps et je ne dis rien de négatif ici. Mais le syndrome que je vois c'est que les personnes parlent avec force, les utilisateurs individuels. Je crois qu'on a besoin de passer au niveau supérieur, on doit avoir beaucoup d'énergie, on doit créer un groupe puissant qui va dire : ce n'est pas tolérable, vous devez être entendu, vous devez pouvoir faire entendre votre voix fortement.

Et je ne crois pas qu'il y ait de document qui existe et qui détaille les modes d'utilisation. Il n'y a pas de déclaration publique que l'on peut comparer avec les déclarations publiques qui parlent de problèmes

juridiques, par exemple. Donc il faut voir quel est votre objectif, quels sont vos critères et ce que vous avez utilisé.

Je pense que vous devriez avoir plus de poids, en fait, pour pouvoir exprimer ce qui est nécessaire. J'aimerais voir des actions civiles de la part des demandeurs, des personnes qui font des requêtes et qui s'organisent, carrément. Même les forces de l'ordre sont assez organisées et sont très spécifiques. Mais même eux on ne les entend pas beaucoup.

On met surtout l'accent sur la propriété intellectuelle sur la communauté commerciale qui a besoin d'accéder à ces données pour les acquisitions et fusions. Je crois que la même chose pourrait être faite pour le respect de la vie privée, pour les utilisateurs finaux.

Et je ne vois pas beaucoup de soutien au niveau de l'ICANN pour cela. Je crois qu'on met surtout l'accent à ICANN Org, qui ne prend pas toujours ses responsabilités. Et, pour rajouter à cela, comment protéger les parties contractantes.

Voilà ce qu'on doit gérer. L'ALAC est la voix des utilisateurs finaux, très larges, et c'est très sérieux comme question, il y a des complexités à ce niveau, et vous n'allez pas avoir une forme juridique, mais je crois que l'internet a été bâti avec différents environnements, différentes structures juridiques, et cela fonctionne. Les règles ne sont pas les mêmes partout, mais vous pouvez choisir vos règles. Et c'est quelque chose que vous devriez faire.

Je suis désolé d'être un petit peu long, mais je suis arrivé ici, dans cette salle, et je ne savais pas exactement de quoi on allait parler, mais j'avais envie de parler de ces points.

JONATHAN ZUCK : Ce que j'aimerais faire, je sais que vous nous avez redonné de l'énergie, aujourd'hui, et c'est très bien, c'est une bonne chose, je crois que vous avez quitté donc le conseil d'administration, vous pensez et vous dites ce que vous voulez.

STEVE CROCKER : Non, je n'ai pas d'implant dans le cerveau, ils ont été retirés depuis que je ne suis plus au conseil d'administration.

JONATHAN ZUCK : C'est très intéressant et dynamique ce que vous nous avez dit. Il va nous falloir voir comment nous allons nous organiser à l'avenir.

Revenons à l'ordre du jour et parlons de RSSAC qui veut nous délivrer quelques messages. Mais je crois que ce que vous avez dit, Steve, c'était très important. Steve se joint à certains de nos appels et on peut avoir une campagne de mobilisation là-dessus. Je ne sais pas exactement à quoi cela va ressembler et quels message ou appel à l'action vont exister, mais on va revenir là-dessus. Là on est dans une réunion RSSAC, mais nous allons revenir dessus. On pourrait passer des heures à parler de ces points en tout cas.

Donc merci beaucoup et on pourra vous redonner la parole plus tard.

En ce qui concerne le DNSSEC, j'apprécie beaucoup ces partenariats et c'est la même question qui se pose, est-ce qu'il y a un message indiquant que les utilisateurs finaux soient les personnes à même de recevoir ces messages ? C'est quelque chose dont on pourra parler un peu plus tard.

STEVE CROCKER: Oui, les utilisateurs finaux ont des noms de domaine enregistrés et ces domaines doivent être signés avec des services DNSSEC. Il y a des titulaires de noms de domaine qui font beaucoup de requêtes et ce que nous voulons c'est que les utilisateurs disent : je veux que ma zone soit signée et sécurisée et il faut que les signatures soient vérifiées et que tout soit contrôlé. Il y a des prestataires de services pour les navigateurs utilisés et est-ce que cela va être les navigateurs qui vont vérifier les signatures de clefs ? Il y a différents processus qui existent. Cela dépend des ordinateurs qu'on utilise également, du système d'opération.

Mais c'est important tout cela, il faut savoir quels sont les problèmes, la gestion et le contrôle et la sécurité de l'information. C'est une question qui peut être posée, je crois, directement, avec une certaine vigueur. Et je reviens sur l'importance également de la signature des zones.

JONATHAN ZUCK: J'aimerais maintenant vous donner la parole. On ne va pas parler du .ZIP pour le moment.

STEVE CROCKER: Peut-être que j'ai été limogé de RSSAC, je ne sais pas.

ROD RASMUSSEN: Non, vous avez toujours beaucoup de latitudes, Steve. Mais c'était tout à fait intéressant, votre présentation et ce que vous nous avez dit.

Il n'y a rien d'officiel au niveau de RSSAC et vous savez qu'on a déjà travaillé sur ces points, pendant des années d'ailleurs. Et nous avons les mêmes frustrations au niveau des EPDP et ainsi de suite.

Au niveau du DNSSEC, moi je crois qu'on peut être très contructif par rapport à ça et si vous avez une planification pour une campagne de mobilisation, on pourrait lancer des messages en indiquant bien ce qu'on essaye de faire au niveau de RSSAC et avoir un message cohérent, solide, voir qui on cible durant cette campagne. Je pense que c'est un processus à long terme, je pense qu'on peut avoir des personnes volontaires qui pourraient travailler ensemble. Je sais qu'il y a déjà des projets qui sont lancés à ce niveau. Et on va avoir un nouveau leadership qui peut s'intéresser à cela. Nous avons des liaisons aussi qui pourraient être utiles.

JONATHAN ZUCK : Tout à fait. Oui, Paul McGrady m'a expliqué ces processus petite équipe plus, donc si vous conduisez une Mercedes, vous vous rendez compte que vous avez besoin du modèle plus, donc la petite équipe plus ou améliorée.

ROD RASMUSSEN : Ça a déjà été couvert par Steve, ce que j'allais dire, on va pouvoir avancer dans la présentation, c'est très bien. Donc je ne sais pas si vous rajoutez quelque chose sur l'automatisation du DNS ?

STEVE CROCKER: Oui, avec Peter Thomas nous avons coparrainé l'automatisation des services d'enregistrement, DS, je ne sais pas si vous voulez rajouter quelque chose, vous êtes dans la salle ?

PETER THOMASSEN: Non, pas véritablement. Je crois que si vous avez un nom de domaine vous pouvez demander, si vous voulez, le DNSSEC, demander à votre prestataire de service. Et s'il non, ce n'est pas possible, la plupart de prestataires de service le font et il faudrait que les utilisateurs finaux changent de prestataire s'il n'offre pas les services DNSSEC.

ROD RASMUSSEN: Oui, je vais mettre cela un petit peu en contexte et je peux répondre à des questions également.

Nous sommes, dans notre groupe de travail, avec des experts, nous avons pratiquement terminé notre travail là-dessus. On doit être très opérationnels sur ces points. Et donc il y a des parties externes qui ont vu les premières ébauches du rapport. On essaye de calibrer le niveau de recommandation que nous allons effectuer parce que l'IETF travaille à ces points par exemple, il y a beaucoup de points sur l'automatisation, le groupe de travail sur le génie internet y travaille aussi. AU niveau

interne on essaye de voir quel est le bon niveau, qu'on tombe d'accord sur les mêmes points.

C'est une question de processus, mais on n'est pas loin de l'aboutissement. Là on a parlé de messages et on aimerait beaucoup travailler avec vous pour travailler au message à faire passer pour les utilisateurs finaux.

JONATHAN ZUCK: Oui, donc tout n'est pas valide pour les utilisateurs finaux, mais on peut en effet réfléchir à différents messages.

ROD RASMUSSEN: Nous avons Steve et Peter ici, si vous voulez leur poser des questions. Avançons un peu dans la présentation et donnons la parole au groupe de travail pour la gestion des bureaux d'enregistrement. C'est presque terminé, c'est important pour les titulaires de noms de domaine. Nous avons [inaudible] qui travaille à cela, à la gestion pour les titulaires de noms de domaine et c'est sa première réunion de l'ICANN.

[KATAM AKIWATE] : Merci, je suis à la tête du groupe de travail concernant cela. Ça a été lancé pour gérer plus de 500 milles domaines, ce sont des pratiques opérationnelles des bureaux d'enregistrement, des pratiques qui existent depuis des dizaines d'années. On s'est penché dessus et on s'est rendu compte qu'il y a des possibilités de piratages de noms de domaine, des risques qui dérivent de la gestion de l'enregistrement, avec les bureaux d'enregistrement, et a essayé d'identifier les pratiques

opérationnelles les meilleures pour les bureaux d'enregistrement, pour que les titulaires de noms de domaine soient protégés. Parce que pour le moment il y a beaucoup de risques pour les titulaires de noms de domaine qui doivent être plus informés et au courant par rapport aux bureaux d'enregistrement qui existent.

Donc nous essayons d'avoir de meilleures pratiques opérationnelles. C'est à cela qu'on travaille. Et on met l'accent sur les différentes parties prenantes, les registres, les bureaux d'enregistrement et les titulaires de noms de domaine pour s'assurer que tout le monde prenne ses responsabilités en utilisant les meilleures pratiques opérationnelles qui doivent être définies.

On va avoir une séance ouverte à ce sujet et je suis prêt à répondre à des questions. La séance sera d'ici quelques jours sur cela.

ROD RASMUSSEN: Nous en avons parlé un peu la dernière fois, donc sachez que durant les derniers mois nous avons mis en œuvre un questionnaire très intéressant. Nous avons fait cela en externe aussi, je ne me souviens plus, mais nous attendons des rétroactions par rapport à ce que nous avons fait jusqu'à présent.

[KATAM AKIWATE] : Nous avons travaillé aussi avec l'IETF pour obtenir des normes de standardisation.

JONATHAN ZUCK: Oui, je pense que la communauté At-Large est d'accord avec vous, mettre tout cela dans les mains des titulaires des noms de domaine n'est pas forcément la bonne chose et il faut essayer d'éviter de compliquer le processus afin qu'il ne soit pas aussi intimidant pour les titulaires. Donc je pense que ce serait à réfléchir pour toutes les parties prenantes.

Y a-t-il d'autres commentaires sur cela ?

ROD RASMUSSEN: Merci. Prochaine étape. Nous avons aussi un autre rapport qui est en phase finale au sein de SSAC, parce qu'il nous faut rédiger plusieurs de ces documents, il y a plusieurs itérations. Il s'agit de l'évolution du groupe de travail sur la révolution du DNS et nous avons fait du bon travail. Nous allons parler à Barry.

BARRY LEIBA: Je voudrais parler geek, mais je ne sais pas si on a des interprètes, donc je vais parler en anglais. Comme Rod l'a dit, nous sommes en phase finale, nous avons travaillé dessus un peu plus longtemps que prévu, mais finalement nous en sommes à la révision finale du document.

Il s'agit du document SSAC 109. C'était le DNS outre le TLS.

Alors, quand il s'agit de la résolution du DNS, où allons-nous. Nous avons recherché aussi des alternatives pour les systèmes de résolution de blockchain. Donc le document en question examine ces points. Nous avons eu une présentation hier à SSAC par quelques chercheurs qui faisaient des recherches sur la blockchain par rapport au DNS. Nous

allons les consulter pour les obtenir des enseignements et des choses que nous pourrons rajouter au document.

Malgré tout, ce document est en phase finale, il est prêt, et nous allons pouvoir faire des connexions avec le travail de projet sur la collision des noms car il pourrait y avoir des collisions de noms entre les utilisations différentes, comme les TLD résolus en dehors du DNS et qui ne sont pas délégués, etc.

Donc, conseillons à l'ICANN d'offrir aux fournisseurs une espace où les personnes peuvent venir discuter sur ce sujet et montrer aussi qu'il y a des alternatives. Pas forcément pour tout le monde parce que certains ne veulent pas discuter avec l'ICANN, mais il faut un espace pour pouvoir discuter de ces éléments.

Nous avons aussi discuté des mécanismes qu'utilisent les gens pour aller naviguer ou visiter des choses sur l'internet où il n'y a pas de nom, par exemple les codes QR qui sont scannés, des navigateurs ne sont pas forcément nécessaires et par exemple .ICANN vous emmène sur le bon lien. Les noms sont de plus en plus cachés pour les utilisateurs, mais ils sont quand même une partie critique du système. Donc il y a des conflits là, ce n'est pas parce que l'utilisateur ne voit pas le nom, peu importe si l'utilisateur peut voir le mot ICANN.ORG, etc. juste en saisissant ICANN l'utilisateur va arriver à l'information.

Le travail est presque fini et il s'agit de faire passer l'information à la communauté en général, pas seulement aux membres de l'ICANN, mais à tous ceux qui sont intéressés par ce sujet.

Si vous avez des questions, j'y répondrai.

ROD RASMUSSEN: Hadia, vous voulez prendre la parole ?

HADIA ELMINIAWI: Mardi, nous avons une séance plénière sur les avancements technologiques au sein de l'ICANN. Alors que l'ICANN célèbre ses 25 ans, sachez que cette séance est comprise de deux parties. Dans la première partie nous allons mettre en lumière les utilisations de la technologie par l'ICANN dans les opérations, dans l'engagement des participants dans les travaux. Donc il s'agit là de démontrer comment ICANN s'adapter aux technologies. Non seulement s'y adapte, mais les utilise d'une manière efficace.

Dans la deuxième partie, nous allons parler de l'avenir et comment nous envisageons cet avenir.

Nous avons John Crain, je ne sais pas de quoi il va parler. Oui, SSAC, que ce soit lors de la partie 1 ou 2 pourrait venir, intervenir et dire : voilà ce que nous faisons en ce moment.

Je ne veux pas dire qu'on veut impressionner les gens, mais nous voulons leur montrer que nous ne sommes pas une organisation qui vieillit et qui est dépassée par ce qu'il se passe en moment. Et vous pouvez, bien sûr, rajouter quelque chose.

AMRITA CHOUDHOURY : Une question qui est réitérée souvent à l'ITU et l'IETF, on sait que les propositions sont poussées lorsqu'il s'agit du système et souvent il y a

des acteurs qui interagissent dans ce sujet, mais est-ce que ces acteurs sont invités pour discuter du DNS ou de l'évolution du système, est-ce que l'on se préoccupe des inquiétudes qu'ils ont ?

BARRY LEIBA: Je n'ai pas compris la question, mais je peux vous dire que beaucoup d'entre nous au sein de SSAC sommes très actifs et attentifs à l'IETF. Donc il y a même derrière moi quelqu'un qui est impliqué dans la gestion, responsable du groupe DNSSEC, qui propose beaucoup de modifications au système DNS.

Donc nous sommes au courant de ce qu'il se passe. Et parfois les groupes de travail que nous gérons vont rédiger des documents et les informations viennent souvent de ces autres parties prenantes. Cela répond à votre question ?

AMRITA CHOUDHOURY : Non, je ne parlais pas de l'IETF, je parlais de l'ITU, où il y a d'autres propositions élaborées.

BARRY LEIBA: Je ne suis pas au courant des travaux faits par l'ITU au sujet du DNS.

AMRITA CHOUDHOURY : Je n'ai pas mentionné l'ITU, j'ai dit que c'était les Etats-Membres qui formulaient des propositions.

LUTZ DONNERHACKE : J'ai écrit ma question dans le chat, y a-t-il eu des progrès durant les dernières décennies afin qu'on puisse utiliser les derniers TLSA de la même manière ? En 2008 au Mexique nous avons eu cette même discussion, il y avait là un désaccord pour utiliser les données TLSA parce que l'infrastructure des opérateurs des bureaux d'enregistrement ne pouvait pas gérer la charge de fraude qui pouvait ressortir de ces données TLSA, il n'y avait pas de certificats.

BARRY LEIBA: Sachez que DANE n'est pas utilisé dans ce sens car il y a des problèmes avec le DNSSEC, mais il est utilisé dans le contexte des courriers électroniques. Donc il y a, dans ce sens, une utilisation de ce système DANE, mais pas autant qu'on le voulait, on pensait que ce serait un système parfait pour cela.

LUTZ DONNERHACKE : Ma question demandait des données sur l'infrastructure. Est-ce qu'on utilise des processus pour les opérateurs et les bureaux d'enregistrement sont-ils améliorés ou est-ce que vous pensez que ces processus doivent être encore modifiés pour gérer la charge ?

BARRY LEIBA: S'agissant de l'infrastructure, je pense que nous sommes ok.

WARREN KUMARI: Bonjour, je ne sais pas si c'est forcément une préoccupation pour que les données DANE et TLSA, pour qu'elles soient utiles, il faut qu'elles

soient utilisées par les navigateurs. Donc même si les gens peuvent les utiliser, cela ne va pas changer la charge sur le DNS. Je pense que nous ne sommes pas très utilisés dans le monde HTTP, mais comme l'a dit Barry, ils sont utilisés dans les courriels et c'est pour ça que le DNSSEC dans ce sens amène quelque chose d'utile.

NON IDENTIFIÉ : Si vous voulez faire le suivi des chiffres pour l'utilisation du TLSA pour les courriels vous pouvez aller sur DNSSECTOOL.ORG, il y a à peu près 23 millions d'enregistrements DNSSEC et 4 millions de ceux-ci, soit 1/6 sont des courriels protégés avec DANE. Voilà pour les chiffres.

Si vous voulez parler des navigateurs et de la conception, vous pouvez commencer par RFC 91 qui traite de ces problèmes.

JOHN LEVINE : Pour les navigateurs, ils pensent que c'est trop lent. Ils peuvent valider un certificat signé hors ligne. Donc le certificat DANE fait des recherches sur le DNS. Cela prend un dixième de seconde de plus, mais ils disent que c'est trop lent, donc ce n'est pas une question de capacité, c'est une question de rapidité. On parle de vitesse de la lumière là, c'est tout autre chose.

ROD RASMUSSEN: Le prochain thème, il nous reste 15 minutes. Alors je pense que nous avons un peu de temps.

Je voulais vous parler de cela puisque nous nous disons alignés. Vu le discours de Steve, auparavant, nous avons un exemple parfait du processus de l'ICANN qui a livré quelque chose qui n'est pas aligné aux opinions du SSAC, du GAC et autres. Donc cela ne va pas fournir les informations qui étaient nécessaires pour les personnes qui recherchaient des manières de faire qui soient légales, etc.

Donc, dans ce sens, nous avons réfléchi et discuté avec le conseil d'administration. Comment allons-nous nous assurer que lorsque nous entrons dans un espace d'élaboration de politique de fournir des recommandations ou solutions qui fonctionnent. C'est une manière de dire cela en tant que techniciens que nous sommes. Mais est-ce qu'on mesure cela avec des critères, critères utilisés pour mesurer un processus. Est-ce que quelque chose pourrait fonctionner dans ce sens ?

Nous avons des exemples, le système RDRS en est un, il y a aussi le concept des demandes urgentes dans le cadre d'une question de vie ou de mort, trois ou sept jours, je ne sais pas si cela semble efficace. Si le but est de sauver une vie, voilà c'est cela qu'on doit déterminer.

Cela nous a demandé une réflexion et donc on a réalisé dans ce sens qu'on rentrait dans une conversation sur l'intégration des recommandations dans le processus et d'aligner cela dans le cadre de l'intérêt public, ceci étant une concentration actuelle pour l'ICANN.

Peut-on y penser d'une certaine perspective ? Disons que tous ces principes soient conçus avec cela comme but. Nous, à SSAC, nous pensons plein de choses, mais nous ne faisons pas les révisions de toutes les politiques élaborées, ce n'est pas notre travail. Nous ne

pourrions pas physiquement le faire. Nous n'avons pas assez de temps, nous sommes des volontaires qui étudions des questions et parfois nous essayons d'aller au but. Donc comment faisons-nous cela ? Quelle est la meilleure manière pour nous de faire cela en tant que communauté, parce que cela fait partie de la mission de l'ICANN, superviseur du système de nommage.

Prochaine diapo.

Voilà, les questions de réflexion. Alors, nous avons étudié la question de l'intérêt public, nous avons essayé de pouvoir en discuter aujourd'hui, parce que c'est le bon endroit. Si vous allez travailler sur des politiques, vous devriez avoir à un certain moment une idée sur ce que vous allez élaborer, ce que la politique va faire, ce que vous voulez faire : on va construire ou élaborer quelque chose qui va fonctionner. Mais on ne le dit pas et on n'en sait pas comment le mesurer et on ne sait pas comment. On est là, on passe beaucoup de temps à faire des choses à l'ICANN, des projets sur lesquels les volontaires ont passé des heures et des heures sur des projets qui ne vont pas être mis en œuvre ou qui ne vont pas fonctionner. Comment régler ce problème ? C'est l'enjeu.

C'est pour cela que nous avions cette idée. Nous avons commencé avec notre vision en tant qu'ingénieurs, savoir si on fait des choses efficaces.

Le point 4, sur la liste, il y a dans notre cadre de travail une façon d'itérer cela, surtout quand on parle du côté efficace. Serait-il judicieux d'ajouter « efficace » à cette liste ? Est-ce que cela va fonctionner ?

Donc si vous pensez que c'est un aspect important, où est-ce qu'on incorpore cela ? Dans le développement de politique qui est

responsable de cela ? Est-ce que c'est un PDP ? Comment est-ce qu'on va vérifier le succès ? Est-ce que ça va être analysé dès le départ ? On a besoin de parler de cela. On a besoin d'entendre votre opinion à ce sujet. Sur l'intérêt public.

Donc avant de mettre en œuvre quoi que ce soit, on doit s'assurer que ce soit quelque chose qui réponde à l'intérêt public, qui fasse sens, efficace et on doit voir les parties prenantes qui vont être impactées par les politiques. Il faut donc considérer tous les points de vue également. Est-ce que c'est nécessaire ? Faisable ? Ça fait sens ?

Donc vraiment, est-ce qu'on a besoin de se déplacer dans le temps, à quelle vitesse allons-nous développer ces points ?

Je voulais voir si on peut être alignés par rapport à ce que vous effectuez. Et, Jonathan, je crois qu'on en a parlé un peu ensemble, on a encore quelques minutes.

JONATHAN ZUCK: Je ne sais pas si vous êtes conscient de cela, mais j'ai parlé d'instruments et de chiffrage des performances, d'indicateurs de performance et j'ai travaillé à un PDP où il y avait en effet beaucoup d'indicateurs. On a un rapport final de ce PDP et on a eu, dans ce PDP, des indicateurs. Est-ce qu'on les a utilisés ou développés ? Mais je crois qu'on utilise de plus en plus cela, les indicateurs. Par exemple quand on parle d'un soutien aux candidats on veut obtenir des résultats chiffrés. L'efficacité peut être chiffrée. Il faut définir l'efficacité tout d'abord, il faut que ce soit objectivement définir pour avoir des résultats chiffrés et non pas une abstraction.

Donc j'essaye de mesurer le succès, en effet, pour différentes mises en œuvre de politique. Donc il faut qu'on réfléchisse en ces termes et qu'on fasse de l'amélioration continue. On en parle beaucoup aussi, c'est une thématique importante, est-ce qu'on améliore les choses continuellement ?

Nous travaillons ici sur des concepts relativement neufs, donc il faut voir si on améliore la situation, vraiment. Ce sont des notions importantes. Parce que rajouter un mot, simplement, sur l'intérêt public, rajouter par exemple « efficace » à cette liste, on a cette liste pour les catégories d'intérêt public, neutres, objectifs, responsables, équitables, efficaces. Là on parlait de rajouter le terme « efficace », est-ce que cela va suffire ? Il faut que cela soit mesurable également.

Des questions ? Alan ?

ALAN GREENBERG: Merci de parler de cela, parce que je crois que tout cela se chevauche, ce dont vous parlez ici et ce que disait Steve. Si on bâtit quelque chose, est-ce que ça a eu une utilité ? Est-ce que ça répond à un besoin ? Et qui va mesurer le besoin, déjà ? Si on bâtit par exemple quelque chose pour un navire chez des armateurs, ça va être inspecté peut-être par quelqu'un qui bâtit des jouets, donc ça ne va pas donner de bonnes réponses. Si on bâtit quelque chose pour des armateurs, ils doivent vérifier la performance de ce qui est bâti.

On a parlé de SSAD, pourquoi on a décidé que cela allait être utile et servir à quelque chose ? Les personnes qui allaient utiliser ce service n'étaient pas d'accord, ça ne faisait pas sens, et il y avait un problème

structurel. Pourquoi est-ce qu'on se lance dans la conception de ces choses ? De ces systèmes normalisés par exemple que nous avions. Est-ce que SSAD était vraiment utile ?

ROD RASMUSSEN: Oui, cela a été mentionné dans d'autres réunions, on va voir les opérateurs de registre en cas d'urgence, s'il y a un problème et est-ce que les TLD vont pouvoir survivre s'il y a une faille au niveau des opérateurs de registre ?

Donc on va travailler là-dessus à RSSAC. C'est un système qui ne fonctionne pas et qui doit être amélioré. Et ça, c'est pour les parties contractantes, ce n'est pas externe. C'est un problème sérieux dans tout l'ICANN, ce problème des opérateurs de registre et des problèmes de crise. Comment prioriser cela ? Je crois que c'est le bon moment. On parle de priorisation stratégique, c'est le bon moment d'aborder cela, il faut réfléchir à ces points et qu'on fasse, comme vous l'avez dit, de l'amélioration continue.

JONATHAN ZUCK: Et communiquer dessus.

ROD RASMUSSEN: Oui, l'intérêt public, avoir des éléments qui fonctionnent, véritablement. Il faut que cela fonctionne mieux.

ALAN GREENBERG: Je crois qu'on se concentre beaucoup sur des processus plutôt que sur des résultats ; et on devrait se concentrer sur des résultats finaux. Si on suivait des règles écrites à un moment, cela fonctionnerait mieux. Les résultats, c'est ce qui compte, et pas les processus. On l'a vu avec SSAD.

JONATHAN ZUCK: JE crois qu'il ne reste que deux minutes, on va devoir conclure. Vous avez encore quelque chose à nous dire.

ROD RASMUSSEN: C'est la transition du leadership à SSAC, c'est la dernière fois que nous venons vous voir. Il va y avoir une transition et le prochain président de SSAC sera Ram Mohan, au premier janvier, nous sommes en année calendaire. Vous allez me supporter encore quelques mois. La vice-présidente sera Tara Whalen.

Et étant donné qu'on a beaucoup à faire, et qu'on a fait beaucoup, nous aurons une commission administrative à SSAC qui va être renforcée de la part de Barry Lieba et de Jeff Bedser. Je ne sais pas s'il est avec nous, vous le connaissez depuis pas mal de temps, ils vont vous parler de ces initiatives la prochaine fois que vous vous réunirez.

Et on a parlé de transparence, j'allais parler de transparence.

JONATHAN ZUCK: Merci, c'était très transparent. Merci de votre travail, vous avez été extraordinaire, on a travaillé avec vous longtemps et on sera heureux de travailler avec Ram et Tara. Merci d'être venus aujourd'hui. Et merci

André également. Il va rester avec nous d'ailleurs. Et nous avons une nouvelle liaison également, c'est très bien.

Je me concentre trop sur les résultats et non pas sur les processus. On a pris beaucoup de notes, on va réfléchir à ce que nous avons entendu durant cette séance et Steve va être membre honoraire de la communauté At-Large et on va parler et travailler à de nouvelles initiatives. Merci à toutes et à tous.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]